

GINGER

Société Anonyme

11, rue Paul Baudry
75008 Paris

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes consolidés**
Exercice clos le 31 décembre 2008

KPMG AUDIT
159, avenue de la Marne
BP 5039
59705 Marcq en Baroeul Cedex

In Extenso SECAG
26, rue de Coutances
BP 68
50350 Donville les Bains

GINGER

Société Anonyme

11, rue Paul Baudry
75008 Paris

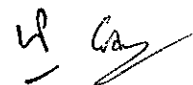
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société GINGER, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.



I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les estimations comptables concourant à la présentation des comptes au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Reconnaissance du revenu :

La société comptabilise les produits provenant de prestations de services selon les modalités exposées dans la note 1.1.2.16 de l'annexe des comptes consolidés « Reconnaissance du revenu » en fonction du degré d'avancement évalué par référence aux coûts ou par référence à l'avancement technique estimé par le responsable du projet.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Goodwill :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme selon les modalités décrites dans les notes 1.1.2.4. et 1.1.5. note 1 « Goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes visées ci-dessus donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

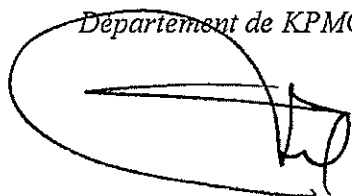
Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Marcq en Baroeul et Donville les Bains, le 30 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

KPMG AUDIT

Département de KPMG S.A.

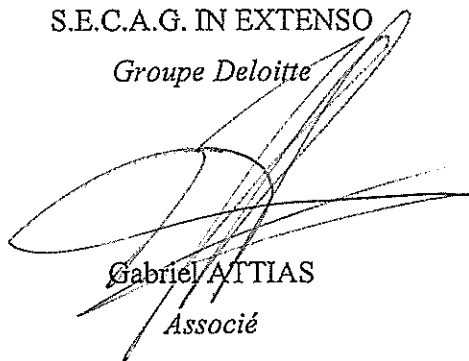


Laurent PREVOST

Associé

S.E.C.A.G. IN EXTENSO

Groupe Deloitte



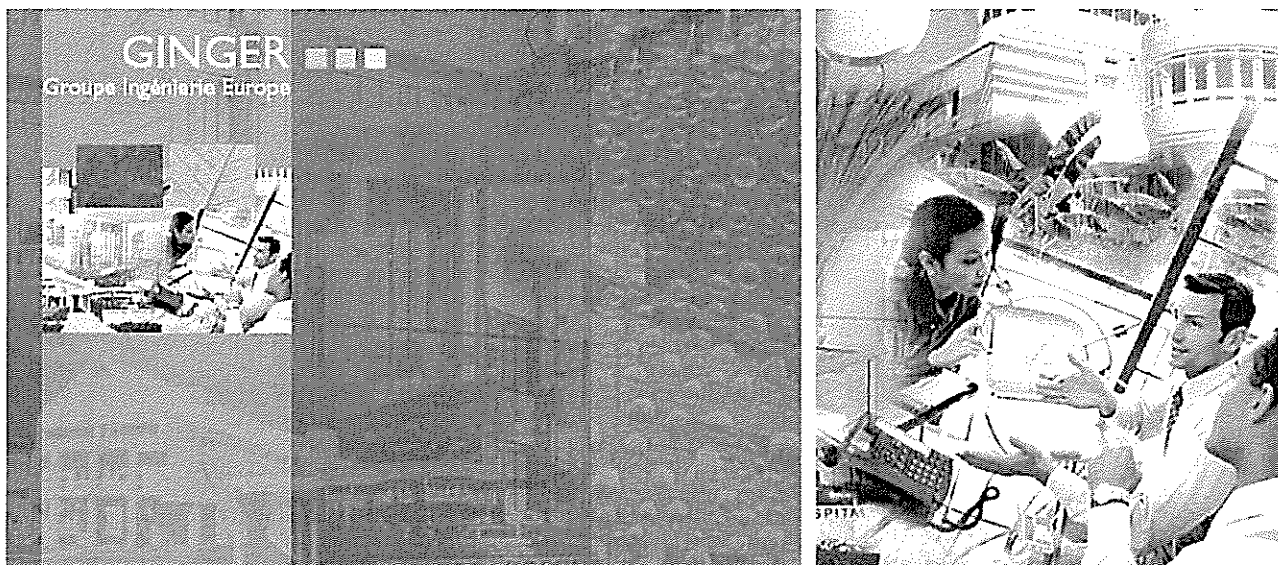
Gabriel ATTIAS

Associé

GRUPE GINGER

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE 2008



Au cœur de la qualité de la vie

EXPERTISE - INGÉNIERIE - CLÉS EN MAIN - MAINTENANCE

SOMMAIRE

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	2
1.1. États financiers consolidés	2
Bilan	2
Compte de résultat en euros	3
Tableau des flux de trésorerie	4
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	5
1.1.1. Entité présentant les états financiers :	5
Déclaration de conformité	5
Bases d'évaluation des états financiers	5
1.1.2. Principales méthodes comptables	6
1.1.2.1. Principes de consolidation	6
1.1.2.2. Monnaie étrangère	6
1.1.2.3. Instruments financiers dérivés	7
1.1.2.4. Goodwill	7
1.1.2.5. Autres immobilisations incorporelles	8
1.1.2.6. Immobilisations corporelles	8
1.1.2.7. Stocks	9
1.1.2.8. Créances clients et autres débiteurs	9
1.1.2.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	9
1.1.2.10. Actions propres	9
1.1.2.11. Emprunts et dettes financières	9
1.1.2.12. Avantages du personnel	9
1.1.2.13. Droit Individuel à la formation	10
1.1.2.14. Provisions	10
1.1.2.15. Dettes fournisseurs et autres créditeurs	11
1.1.2.16. Reconnaissance du revenu	11
1.1.2.17. Résultat sur cessions d'immobilisations et autres opérations non récurrentes	11
1.1.2.18. Résultat financier	11
1.1.2.19. Impôt sur le résultat	12
1.1.2.20. Résultat par action	12
1.1.2.21. Information sectorielle	12
1.1.2.22. Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées	13
1.1.2.23. Informations complémentaires	14
1.1.3. Faits significatifs au 31 décembre 2008	14
1.1.4. Périmètre de consolidation	15
1.1.4.1. Entrées dans le périmètre de consolidation	16
1.1.4.2. Sorties du périmètre de consolidation – Restructuration juridique	16
1.1.4.3. Autres événements	16
1.1.5. Explications des postes du bilan et de leurs variations	17
1.1.6. Explication des postes du compte de résultat et de leurs variations	27
1.1.7. Autres informations	30
1.1.7.1. Événements postérieurs à la clôture	30
1.1.7.2. Engagements hors bilan	30
1.1.7.3. Informations sectorielles	31
1.1.7.4. Rémunérations et avantages en nature versés aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.	32
1.1.7.5. Parties liées	32
1.1.7.6. Transactions avec les entités sous contrôle conjoint	32

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1.1. États financiers consolidés

Bilan

en €	Notes	31/12/2008	31/12/2007
I - TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		47 594 344	47 680 915
Goodwills	1	26 711 568	26 709 281
Autres immobilisations incorporelles	2	1 310 863	1 020 506
Immobilisations corporelles	3	16 748 237	17 085 288
Impôts différés Actif	4	1 216 857	965 095
Autres actifs financiers	5	1 606 819	1 900 745
II - TOTAL DES ACTIFS COURANTS		152 516 289	145 186 589
Stocks et travaux en cours	6	6 708 998	5 739 029
Créances clients et autres débiteurs	7	125 029 200	120 172 945
Autres actifs financiers	8	3 041 338	1 424 445
Créances d'impôts	8	327 596	1 167 875
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	17 409 156	16 682 294
TOTAL DE L'ACTIF		200 110 633	192 867 504

I - CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		50 748 515	45 052 861
Capital	10	4 255 341	4 241 132
Primes d'émission		12 406 375	12 243 540
Réserves consolidées		25 624 491	21 708 165
Résultat de l'exercice		8 294 205	6 677 314
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		50 580 412	44 870 151
Intérêts minoritaires		168 103	182 710
II - PASSIFS NON COURANTS		11 016 888	15 348 770
Emprunts et dettes financières	11	5 923 085	10 275 393
Avantages du personnel	13	1 428 451	1 436 738
Provisions	12	3 656 445	3 546 880
Passifs d'impôts différés	14	8 907	89 759
III - PASSIFS COURANTS		138 345 229	132 465 873
Dettes financières	16	34 119 539	31 768 505
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	15	101 997 441	99 257 537
Provisions	12	899 356	801 272
Dettes d'impôts	16	1 328 893	638 559
TOTAL DU PASSIF		200 110 633	192 867 504

Compte de résultat en euros

en €	Notes	31/12/2008	31/12/2007
Chiffres d'affaires nets		283 203 942	266 429 861
Autres produits de l'activité		3 257 379	1 387 420
Produits des activités ordinaires		286 461 321	267 817 281
Achats consommés et sous-traitance	18	-95 477 978	-85 652 091
Variation de stocks de produits en cours/produits finis		38 562	-5 661
Charges de personnel (yc interim, participation)		-110 036 489	-106 061 083
Autres charges de l'activité	19	-50 864 550	-49 102 009
Impôts et taxes		-6 205 324	-5 971 829
Amortissements	21	-5 215 282	-5 131 050
Provisions	21	-844 802	-43 098
Autres charges	22	-3 730 470	-2 510 764
Autres produits	22	1 207 045	503 148
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		15 332 033	13 842 844
Résultats sur cessions d'immobilisations et autres opérations non récurrentes	23	3 630	-826 040
Perte de valeur des Goodwills	21	0	-300 000
Résultats de opérations non récurrentes		3 630	-1 126 040
RESULTAT OPERATIONNEL		15 335 663	12 716 804
Coût de l'endettement financier brut		-2 711 205	-2 300 318
Produits financiers		436 513	552 280
Coût de l'endettement financier net		-2 274 692	-1 748 038
Autres produits financiers		136 323	78 945
Autres charges financières		-1 041 443	-766 084
RESULTAT FINANCIER NET	24	-3 179 812	-2 435 177
RESULTAT AVANT IMPOT		12 155 851	10 281 627
Charges d'impôt	25	-3 828 407	-3 571 258
RESULTAT DE LA PERIODE		8 327 444	6 710 369
Attribuable aux Intérêts minoritaires		33 239	33 055
Attribuable aux Porteurs des Capitaux Propres de la société		8 294 205	6 677 314
RESULTAT DE LA PERIODE		8 327 444	6 710 369

Résultat non dilué par action	26	2,027	1,581
Résultat dilué par action (1)		2,015	1,571

(1) compte tenu de l'attribution de 23 434 options d'achats ou de souscription d'actions exerçables à compter du 25/01/2009.

Tableau des flux de trésorerie

en K€	31/12/2008	31/12/2007
RESULTAT NET	8 294	6 677
Amortissements des autres immobilisations incorporelles et corporelles	7 434	7 545
Intérêts des minoritaires	33	33
Reprise des provisions	-1 999	-2 159
Perte de valeur		300
Résultat de cession d'immobilisations	44	-142
Dérives de résultat	14	0
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		12
Impôts différés	-295	317
Marge brute d'autofinancement	13 525	12 583
Var. de stocks	-1 104	-828
Var. de produits constatés d'avance	-94	-2 593
Var. des créances opérationnelles	-7 748	-222
Var. des dettes opérationnelles	4 832	333
Var. des charges constatées d'avance	-480	335
Var. des créances non opérationnelles	1 944	68
Var. des dettes non opérationnelles	-294	-1 650
Variation du besoin en fonds de roulement	-2 944	-4 557
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	10 581	8 026
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	681	1 285
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières	706	700
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de participations	-1 002	-449
Intérêts reçus		0
Dividendes reçus		0
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-4 383	-4 153
Acquisitions d'actifs financiers	-295	-616
Flux de trésorerie liés à l'activité d'investissement	-4 293	-3 233
Augmentation de capital ou apports	-1 696	-199
Dividendes versés aux minoritaires et aux associés de la mère	-699	-656
Variation des autres fonds propres	149	-123
Encaissements sur emprunts	6 196	1 687
Remboursement d'emprunts	-7 851	-8 206
Flux de trésorerie lié à l'activité de financement	-3 901	-7 497
VARIATION NETTE DE TRESORERIE	2 387	-2 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-7 524	-4 574
Effet de la variation du taux de change et divers	354	-246
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	-4 783	-7 524
Rapprochement avec les états financiers :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 409	16 682
Concours bancaires courants (cf. note 16)	-22 191	-24 205
Trésorerie nette	-4 782	-7 523

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital	Réserves liées au Capital	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Totaux Capitaux Propres
Situation à l'ouverture au 1er janvier 2007	4 225	7 129	22 126	6 074	39 554	169	39 723
Affectation du résultat exercice précédent			5 484	-5 484	0		0
Augmentation du capital	16	331			347		347
Dividendes versés				-625	-625		-625
Résultat de l'exercice				6 677	6 677		6 677
Stocks Options			12		12		12
Reclassement des actions propres			-522		-522		-522
Variation des écarts de conversion				-732	-732		-732
Autres mouvements			159		159		159
Variation des minoritaires					0	14	14
Situation à la clôture au 31 décembre 2007	4 241	7 460	27 259	5 910	44 870	183	45 052
Affectation du résultat exercice précédent			6 677	-6 677	0		0
Augmentation du capital	14	163			177		177
Dividendes versés				-835	-835		-835
Résultat de l'exercice				8 294	8 294		8 294
Stocks Options							0
Reclassement des actions propres			-1 696		-1 696		-1 696
Variation des écarts de conversion				-163	-163		-163
Autres mouvements			12	-75	-63		-63
Variation des minoritaires						-15	-15
Situation à la clôture au 31 décembre 2008	4 255	7 623	32 252	6 452	50 582	168	50 750

Notes annexes aux états financiers consolidés

1.1.1. Entité présentant les états financiers :

La Société GINGER est une entreprise domiciliée en France, son siège social est situé au 11 rue Paul Baudry – 75008 Paris.

Les états financiers consolidés de la société pour l'arrêté au 31 décembre 2008 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Les états financiers ont été arrêtés par le directoire du 31 mars 2009, les annexes ont été analysées de manière définitive lors du Conseil de Surveillance du 27 avril 2009. Les états financiers et les annexes seront approuvés lors de l'Assemblée Générale des actionnaires prévue le 16 juin 2009.

Base de préparation :

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Bases d'évaluation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (à l'exception du bilan et du compte de résultat, présentés en euros).

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers et des titres disponibles à la vente qui sont valorisés à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS exige que la direction retienne un certain nombre d'hypothèses et d'estimations pour l'application des méthodes comptables et ayant un impact sur les montants des actifs et des passifs. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées en fonction de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS ayant un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure sont exposés dans les notes 1 et 12.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

1.1.2. Principales méthodes comptables

1.1.2.1. Principes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la société. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Coentreprises

Les coentreprises sont les entités sur les activités desquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel, ou de la répartition des droits de vote. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges, à compter de la date à laquelle le contrôle conjoint est obtenu jusqu'à la date à laquelle il prend fin.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents.

1.1.2.2. Monnaie étrangère

Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est la monnaie locale.

États financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le goodwill, le cas échéant, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant des cours approchant les cours de change aux dates de transactions. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

Conformément aux dispositions prévues par IFRS 1, le groupe avait choisi de retenir, pour l'établissement du bilan d'ouverture 2004 et la préparation des premiers comptes IFRS, les exemptions au principe général d'application rétrospective des IFRS relatives aux écarts de change liés à une activité à l'étranger. En effet, les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 relatifs à la conversion des états financiers des activités à l'étranger ont été reclassés en réserves consolidées dans le bilan de transition."

Investissement net dans une activité à l'étranger

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une activité à l'étranger et des couvertures correspondantes sont comptabilisés en réserve de conversion. Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'activité à l'étranger.

1.1.2.3. Instruments financiers dérivés

Le groupe peut utiliser des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de taux de change résultant de ses activités opérationnelles. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient, ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins de transactions. Cependant les instruments dérivés qui ne répondraient pas aux critères de la comptabilité de couverture seraient comptabilisés comme des instruments spéculatifs. Pour qu'un dérivé de change soit élu à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de définir et de documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

1.1.2.4. Goodwill

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition. Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales.

S'agissant des acquisitions d'entreprises ayant eu lieu après le 1er Juillet 2002, le goodwill correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur de la quote-part des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions antérieures à cette date, le goodwill a été maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent. Le traitement comptable des regroupements d'entreprise qui ont eu lieu avant le 1er Juillet 2002 n'a pas été modifié pour la préparation du bilan d'ouverture du Groupe en IFRS au 1er Janvier 2004 (cf. note 1).

Les goodwills ne sont pas amortis ; ils figurent dans les comptes consolidés à leur coût historique, présumé tel que défini ci-dessus, diminué du cumul des éventuelles pertes de valeur résultant de tests de dépréciation réalisés à la fin de chaque clôture comptable ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur identifiés.

Les tests de dépréciation des goodwills sont calculés sur la base des unités génératrices de trésorerie («UGT») auxquels ils sont affectés et comparent la valeur recouvrable des actifs inclus dans l'UGT à leur valeur comptable. Lorsque la valeur recouvrable des actifs, y compris la valeur des goodwills, est inférieure à leur valeur comptable, une perte de valeur est enregistrée, d'abord en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction des autres actifs de l'unité.

La valeur recouvrable des actifs compris dans l'UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur des actifs diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La juste valeur des actifs est obtenue sur la base des valeurs de marché relative à des transactions ou des propositions d'acquisition récentes et / ou sur la base de la valorisation boursière du groupe GINGER.

La valeur d'utilité est appréciée par les flux de trésorerie prévisionnels actualisés à l'infini, au coût moyen pondéré du capital, duquel est soustrait l'endettement net :

- les flux prévisionnels de trésorerie découlent des business plans des 5 années à venir ;
- un taux de progression constant est ensuite retenu pour les années ultérieures ;
- le taux d'actualisation retenu, correspondant au coût moyen pondéré du capital, est de 7,22% (après impôt) ;
- Le taux de croissance est de 1,5%.

L'utilisation d'un taux de croissance unique est motivée par le fait que les activités exercées par le groupe GINGER présentent des risques équivalents.

La perte de valeur comptabilisée sur un goodwill ne peut pas être reprise.

Les goodwills négatifs résultant des acquisitions sont comptabilisés immédiatement en résultat.

1.1.2.5. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur tel qu'indiqué en note 2.

Les immobilisations incorporelles représentent pour l'essentiel des logiciels courants ou techniques amortis selon le mode linéaire sur une durée de 3 ans.

1.1.2.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont prises en comptes selon la norme IAS 16. Seuls sont valorisés les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs reviendront au Groupe.

Actifs dont le groupe est propriétaire

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à la date d'entrée dans le groupe ou à leur coût de production, sous déduction des amortissements cumulés (cf. note 3) et des pertes de valeur constatées. Le groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru.

Aucun coût d'emprunt n'est incorporé aux coûts des immobilisations.

Actifs loués

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location financement. C'est le cas notamment des matériels informatiques qui ont été comptabilisés en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, lorsque celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, diminué du cumul des amortissements.

La contrepartie de cette immobilisation est une dette financière.

Les paiements minimaux au titre d'un contrat de location financement sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. Des impôts différés ont été comptabilisés sur ces retraitements. Les autres contrats de location ne transférant pas au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Amortissements

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire et selon les durées d'utilisation suivantes :

Nature de l'immobilisation corporelle	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement (IFRS)
Constructions (VRD, gros-oeuvre)	Linéaire	40 ans
Constructions (Charpentes, menuiseries)	Linéaire	20 ans
Constructions (climatisations, peinture, ...)	Linéaire	10 ans
Installations techniques terrain	Linéaire	10 ans
Installations Constructions	Linéaire	10 ans
Installations sur sols d'autrui	Linéaire	10 ans
Matériel technique neuf	Linéaire	5 ans*
Matériel technique d'occasion	Linéaire	3 ans
Aménagements de laboratoires	Linéaire	5 ans
Installations générales diverses	Linéaire	10 ans
Installations téléphoniques	Linéaire	5 ans
Matériel de transport neuf	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Appareil photo et copieur	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

* : amorti selon une durée définie au cas par cas

Les durées d'utilité sont régulièrement revues par le Groupe en fonction de l'utilisation effective des immobilisations.

1.1.2.7. Stocks

Les stocks de matières premières et de marchandises sont enregistrés à la valeur la plus faible entre le coût d'achat augmenté des frais accessoires et la valeur nette de réalisation ou de remplacement. Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis comprennent les coûts d'acquisition des matières et une quote-part de frais de production.

La valeur comptable des stocks est examinée à chaque clôture par comparaison avec la valeur nette probable de réalisation ; si nécessaire, il est constitué une dépréciation.

1.1.2.8. Créances clients et autres débiteurs

Créances clients

Les créances clients comprennent les facturations relatives aux contrats de prestations de services :

Les créances relatives aux contrats de prestations sur des durées longues, sont comptabilisées au coût augmenté d'une marge proportionnelle à l'avancée des travaux.

Les autres créances clients sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis ensuite au coût amorti. Elles font l'objet le cas échéant, d'une dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement.

Autres débiteurs

Les autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Ils font l'objet le cas échéant, d'une dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement.

1.1.2.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les valeurs mobilières de placement. Ils sont valorisés pour leur juste valeur au bilan et les variations sont comptabilisées au résultat.

Les découverts bancaires sont comptabilisés dans le poste dettes financières courantes.

1.1.2.10. Actions propres

Les actions propres sont enregistrées pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces actions propres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.1.2.11. Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts d'obtention de l'emprunt. Ils sont ensuite évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

1.1.2.12. Avantages du personnel

Régimes de retraite, prévoyance et indemnités de fin de carrière

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du groupe participent à des régimes de retraite, prévoyance et indemnités de fin de carrière. Ces régimes doivent être distingués selon qu'il s'agit de régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

i) Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Il s'agit des versements faits auprès des caisses de retraites sur la base d'appels de cotisations.

Les indemnités de départ en retraite du CEBTP-SOLEN sont intégralement couvertes par des versements réalisés auprès de la compagnie d'assurance SMABTP.

ii) Régimes à prestations définies

Ces régimes concernent les indemnités de départ en retraite. Elles ont été évaluées de manière rétrospective selon la méthode dite des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Le calcul a été réalisé en fonction :

- de la législation sociale du pays et de la convention collective de chaque société ;
- de la durée d'activité résiduelle des salariés évalués sur la base d'un départ en retraite à 65 ans, du taux de rotation du personnel et des tables de mortalité INSEE TD 2002-2004 ;
- des salaires réévalués jusqu'à la date de départ en retraite ;
- d'une hypothèse d'un départ en retraite à la demande du salarié ;
- d'un taux d'inflation de 1,7% ;
- d'un taux d'actualisation de 5% : ce taux a été établi en référence au taux OAT 30 ans, compris entre le taux REUTERS et le taux BLOOMBERG.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité par le résultat.

Les effets des changements de régime dont les droits sont encore conditionnels sont comptabilisés en charge de façon linéaire sur la durée moyenne restant à courir.

Les hypothèses de turn-over sont déterminées filiale par filiale à partir des données historiques. Les taux moyens sur l'ensemble des filiales ressortent à hauteur de :

- 25% du turn-over pour les tranches d'âge < 45 ans
- 5% du turn-over pour les tranches d'âge > 45 ans

Paiements fondés sur des actions

La société Ginger a mis en place un programme d'options sur actions permettant à certains membres de la direction d'acquérir des actions de la société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. La juste valeur des options est évaluée selon un modèle de Black & Scholes, en tenant compte des termes et conditions des options définis au moment de leur attribution.

La norme IFRS 2 s'applique à tous les plans d'option attribués à ce jour et non exercée au 1er janvier 2005.

1.1.2.13. Droit Individuel à la formation

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein des entités françaises du groupe Ginger, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommé des droits est indiqué dans le paragraphe 1.1.7.2 « Engagement hors bilan ».

1.1.2.14. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque :

- le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers un tiers, résultant d'un événement passé,
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- le montant de l'obligation peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsqu'il est probable que le total des coûts directs affectables au contrat sera supérieur au total des produits.

GINGER exerce ses activités au travers de ses filiales dans les quatre domaines suivants :

- Branche Expertise.
- Branche Ingénierie : ingénierie de la construction et ingénierie de l'environnement.
- Branche Clés en Main - Maintenance.
- Pôle Télécoms.

Le Groupe par ces activités, est exposé aux risques liés à l'obligation légale de garantie décennale des constructeurs ou à une mise en cause en responsabilité professionnelle. Les sociétés du groupe se prémunissent contre ces risques par des couvertures d'assurances ad hoc, qui comportent souvent des franchises.

En conséquence, les provisions sont dotées, selon les principes évoqués ci-dessus, à hauteur du risque estimé après consultation des conseillers juridiques et dans la limite de la franchise applicable à l'époque de réalisation des prestations par le groupe.

Les provisions concernent :

- les franchises et garanties non couvertes par des assurances, notamment décennales, relatives aux marchés de construction pour la seule quote-part des pertes pouvant rester à la charge du Groupe ;
- les risques prud'homaux ;
- les risques en responsabilité professionnelle qui couvrent les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe en France et à l'Étranger.

Les principales provisions courantes concernent les pertes à terminaison sur les contrats déficitaires en cours de réalisation. Elles sont évaluées individuellement pour chaque chantier, sans compensation.

1.1.2.15. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis au coût amorti.

1.1.2.16. Reconnaissance du revenu

Les activités du groupe GINGER sont des prestations de services qui sont principalement effectuées sur des durées courtes mais peuvent aussi l'être sur des durées longues, dans le cadre de contrat à moyen et long terme. Lorsque le résultat du contrat de prestation peut être estimé de façon fiable, les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de la clôture et des conditions contractuelles. Le degré d'avancement est évalué par référence aux coûts directs encourus à la date de clôture rapportés à la somme des coûts prévisionnels du projet jusqu'à son échéance ou par référence à l'avancement technique estimé par le responsable du projet.

La totalité du chiffre d'affaires du groupe GINGER entre dans le champ d'IAS 18. Les modalités pratiques d'évaluation de l'avancement sont inspirées d'IAS 11 conformément au paragraphe 21 d'IAS 18.

La prestation de service s'analyse par contrat ou groupe de contrat de manière à traduire la substance de l'opération. Les produits et charges directes affectés à ce contrat ou groupe de contrats, ainsi que la marge dégagée, sont alors évalués sans distinction des phases incluses dans les contrats. Les pertes à terminaison éventuelles ainsi mises en évidence sont intégralement provisionnées dès leur appréhension.

Lorsque les conditions permettant de s'assurer que le résultat à terminaison est estimé de façon fiable ne sont pas intégralement remplies et s'il n'existe aucun risque significatif sur sa réalisation, les produits dégagés à l'avancement sont pris en compte dans la limite de l'ensemble des coûts directs correspondants, c'est-à-dire sans marge.

Afin de permettre une comparabilité des comptes sur plusieurs périodes, tous les en-cours sur les contrats sont comptabilisés dans le poste « Clients – factures à établir ». Il est précisé que ce poste intègre donc des sommes dont la facturation effective sera réalisée suivant un calendrier contractuel.

1.1.2.17. Résultat sur cessions d'immobilisations et autres opérations non récurrentes

Le résultat sur cessions d'immobilisations comprend la plus ou moins value de cession d'actifs non courants, corporels et/ou incorporels.

1.1.2.18. Résultat financier

- i) Le coût de l'endettement financier brut intègre l'ensemble de la charge d'intérêt portant sur les prêts à court, moyen et long termes, les contrats de location financement ; les concours bancaires courants et instruments de financement du poste clients (mobilisations de créances, affacturage, cession Dailly, escompte).
- ii) Le coût de l'endettement net, correspond au coût de l'endettement brut (i), moins les produits financiers sur les placements de trésorerie.
- iii) Les autres produits et charges financiers correspondent aux résultats de change et aux provisions financières.

1.1.2.19. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est lui aussi comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale. Le goodwill non déductible fiscalement ne donne pas lieu à constatation d'un impôt différé.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la clôture. L'effet des variations de taux d'impôt est comptabilisé en résultat sauf lorsque ces variations concernent des éléments antérieurement constatés en capitaux propres.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Dans le cas contraire, les actifs d'impôts différés antérieurement comptabilisés sont réduits.

Les taux retenus sont les suivants :

Sociétés Françaises	France	33,33%
SOPRONER	NOUVELLE CALEDONIE	31,05%
LBTP NOUVELLE CALEDONIE	NOUVELLE CALEDONIE	30,00%
Sociétés Etrangères		
GINGER ALGERIE	ALGERIE	25,00%
GINGER QUATAR	QUATAR	10,00%
GINGER RUSSIE	RUSSIE	24,00%
CAMUSAT CAMEROUN	CAMEROUN	38,50%
CAMUSAT GUINEE	GUINEE	35,00%
CAMUSAT SAL	LIBAN	15,00%
STTRM	MADAGASCAR	25,00%
MALICAM	MALI	35,00%
APRIM NEDERLAND BV SARL	PAYS BAS	29,09%
SEC BOS	POLOGNE	19,00%
CAMUSAT CENTREAFRIQUE	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	30,00%
CAMTEL SA	REPUBLIQUE DOMINICAINE	25,00%
CAMUSAT ROM	ROUMANIE	16,00%
SENECAM	SENEGAL	25,00%
LTPP	TAHITI	36,00%

La société GINGER SA est la société mère du groupe d'intégration fiscale, dont le périmètre d'intégration fiscale au 1er janvier 2008 était constitué par la Société et 29 filiales françaises détenues à plus de 95%, en application des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.

1.1.2.20. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice donnant droit à versement de dividende.

Le calcul du résultat dilué par action repose sur une hypothèse de conversion ou d'exercice de tous les instruments permettant un accès optionnel ou contingent au capital de Ginger SA.

1.1.2.21. Information sectorielle

Du fait de son activité et de son organisation, le Groupe a défini comme premier niveau d'information sectorielle, le secteur d'activité et comme deuxième niveau le secteur géographique.

Secteurs d'activité

Indépendamment de la holding, le groupe a quatre secteurs d'activité :

Branche Expertises	Branche Ingénieries		Pôle Télécom	Branche Clés en Main Maintenance
	Construction	Environnement		
Diagnostic des matériaux et des polluants		Analyse de l'eau, de l'air et des sols		Audit et maintenance du Patrimoine
Pathologie des constructions	Assistance à maîtrise d'ouvrage	Hydrologie	Expertise et déploiement de tous types de réseaux (réseaux filaires, réseaux hertziens, boucles métropolitaines)	Clés en main pour des ouvrages neufs ou en rénovation.
Géotechnique		Plans de prévention des risques		
Essais et certifications de produits pour la construction	Maîtrise d'œuvre de conception et d'exécution, tous corps d'état et corps d'état spécialisé	Aménagement des cours d'eau	Maintenance de gestion déléguée d'exploitation des réseaux	Programmation de travaux
		Gestion des déchets		

Secteurs géographiques

- France métropolitaine
- Reste du monde :

L'affectation par zone géographique est réalisée en fonction du lieu de résidence de la société ou de l'établissement concerné.

1.1.2.22. Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore en vigueur pour les exercices clôturant le 31 décembre 2008, et n'ont pas été appliqués pour la préparation des états financiers consolidés :

Normes endorsées par l'Union Européenne

- **IFRS 8 « Secteurs opérationnels »** introduit l' « approche de la direction » pour établir l'information sectorielle. IFRS 8, qui sera d'application obligatoire pour les états financiers 2009 du Groupe, requiert que la note relative à l'information sectorielle soit basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur et de leur allouer des ressources. A ce jour, le Groupe présente une information sectorielle basée sur ses secteurs d'activités et ses secteurs géographiques. Il ne devrait pas y avoir d'impact sur les états financiers consolidés.
- **IFRIC 11 « IFRS 2- Transactions intragroupe basées sur des actions »** impose qu'un accord dont le paiement est fondé sur des actions dans lequel une entité reçoit des produits ou des services en contrepartie de l'attribution de ses propres instruments de capitaux propres, soit comptabilisé comme une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, indépendamment de la manière dont l'entité obtient les instruments de capitaux propres. L'application d'IFRIC 11 sera obligatoire dans les états financiers 2009 du Groupe (application obligatoire fixée par l'Union Européenne au aux exercices ouverts au 1er mars 2008), de façon rétrospective. Il ne devrait pas y avoir d'impact sur les états financiers consolidés.
- **IFRIC 12 « Accords de concession de services »** donne des indications sur certaines questions liées à la comptabilisation et l'évaluation des accords de concession du secteur public au secteur privé. IFRIC 12, dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2010 du Groupe, ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés.
- **IFRIC 13 « Programmes de fidélisation des clients »** traite de la comptabilisation par les entités qui exploitent ou participent de toute autre façon, à des programmes de fidélisation pour leurs clients. L'interprétation concerne les programmes de fidélisation en vertu desquels le client peut utiliser des crédits par l'attribution de produits ou de services gratuits ou avec remise. IFRIC 13, qui sera d'application obligatoire dans les états financiers 2009 du Groupe, ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers.

- **IFRIC 14** « IAS 19- Plafonnement d'un actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction » clarifie la date à laquelle les remboursements ou les diminutions de cotisations futures relatifs aux actifs d'un régime à prestations définies sont considérées comme disponibles et donne des précisions sur l'impact de l'obligation de financement minimum (OFM) sur ces actifs. L'interprétation traite également le point de savoir quand une OFM peut générer un passif. IFRIC 14 sera d'application obligatoire dans les états financiers 2009 du Groupe, de façon rétrospective. Le Groupe n'a pas encore déterminé l'impact potentiel de cette interprétation.
- **IAS 1R** « Présentation des états financiers »
- **Amendements IFRS 1 et AS 27** « Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée ». L'application de cette norme ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers.
- **Amendements IAS 32** « Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation ». L'application de cette norme ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers.
- **Amendements IFRS 2** « Condition d'acquisition des droits et annulations ». L'application de cette norme ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers.
- **Amendements IAS 23** révisée « Coûts d'emprunt » supprime l'option consistant à comptabiliser en charges les coûts d'emprunt et impose qu'une entité immobilise, en tant que composant du coût de l'actif, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. L'application d'IAS 23 révisée sera obligatoire dans les états financiers 2009 du Groupe et constituera un changement de méthode comptable pour le Groupe. En accord avec les dispositions transitoires, le Groupe appliquera IAS 23 révisée aux actifs qualifiés pour lesquels l'incorporation des coûts d'emprunt débutera à compter de la date d'entrée en vigueur de la norme.
- « Améliorations annuelle »
- **IFRS 1** révisée

Normes non endorsées par l'Union Européenne

Par ailleurs, les normes et interprétations suivantes, non encore adoptées par l'Union Européenne, n'ont pas été appliquées pour la préparation des comptes 2008 :

- **IFRIC 15** « Contrats de construction immobilière »,
- **IFRIC 16** « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger »,
- **IFRIC 17** « Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires », application probable en 2010
- **IAS 27R** « Etats financiers consolidés et individuels »,
- **IFRS 3R** « Regroupements d'entreprises (phase 2) »,
- **Amendements IAS 39** : « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation des éléments couverts éligibles ».
- **IFRIC 18** « transfert d'actifs par des clients »

Le Groupe n'a pas encore déterminé l'impact potentiel de ces textes.

1.1.2.23. Informations complémentaires

- Le référentiel adopté par l'Union Européenne est disponible sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission
- Lors de la mise en place des normes IFRS, le groupe GINGER n'a pas fait usage du carve-out, c'est à dire qu'elle n'a pas utilisé de principes comptables contraires aux prescriptions IFRS non adoptées au niveau européen.

1.1.3. Faits significatifs au 31 décembre 2008

Le groupe Ginger a poursuivi sa croissance organique tout en continuant à simplifier ses structures juridiques (fusion de 1 société du Groupe en 2008).

Pour développer son implantation internationale, le groupe Ginger a créé deux sociétés : GINGER CEBTP ALGERIE dans le pôle Expertise et GINGER INVEST RUS dans le pôle International.

1.1.4. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées par le groupe sont les suivantes :

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	GW Oui/Non	UGT 2008	Méthode (1)
HOLDING						
GINGER S.A.	75008 PARIS	412350274		Non		
GINGER INFORMATIQUE	78470 ST REMY-LES-CHEVREUSE	433660693	100	Non		IG
BRANCHE EXPERTISE						
<i>Sous-groupe CEBTP-SOLEN</i>						
CEBTP-SOLEN S.A.S. (ex- CEBTP DEVELOPPEMENT)	78990 ELANCOURT	412442519	100	Oui	7,1	IG
GINGER CEBTP ALGERIE	ALGER		100	Non	7,1	IG
<i>Sous-groupe Autres Laboratoires</i>						
CAMAXA S.A.R.L.	97232 LE LAMENTIN	440514230	100	Non	7,3	IG
CATED S.A.R.L.	78990 ELANCOURT	349715235	100	Oui	7,6	IG
CEBTP DEMOLITION S.A.	13016 MARSEILLE	417930195	50,04	Non	7,5	IP
GEODE SOLEN S.A.	97232 LE LAMENTIN	319427696	100	Oui	7,3	IG
GEOLAB CARAÏBES S.A.	97232 LE LAMENTIN	410761688	100	Non	7,3	IG
LBTP GUYANE S.A.	97326 CAYENNE	382777381	100	Non	7,3	IG
LBTP NOUVELLE CALEDONIE S.A.S.	98845 NOUMEA	642058	100	Non	7,4	IG
LTPP POLYNESIE S.A.E.M.	96713 PAPEETE TAHITI	616292	46,65	Non	7,4	IP
GINGER GUYANE CARAÏBES S.A.S.	28000 CHARTRES	329379903	100	Non	7,3	IG
TSF SA	94460 VALENTON	402753107	100	Non	7,3	IG
SOPRONER INGENIERIE S.A.	98800 NOUMEA	668731	100	Non	7,4	IG
SCT TIZOZIO	97232 LE LAMENTIN	422403865	100	Non	7,3	IG
BRANCHE CLÉS EN MAIN & PROJETS INTERNATIONAUX						
<i>Sous-groupe Clés en Main</i>						
GINGER Bâtiment, conception et construction (ex – GBA)	84916 AVIGNON	409494135	100	Non	6,2	IG
SECHAUD & BOSSUYT CONSTRUCTEUR S.A.S	75008 PARIS	434860995	100	Non	6,2	IG
GINGER expertise et maintenance du patrimoine (GEMP)	78990 ELANCOURT	434375002	100	Non	6,2	IG
<i>Sous-groupe International</i>						
GINGER INVESTMENT MANAGEMENT S.A.S.	75008 PARIS	452257363	100	Non	7,7	IG
GINGER QATAR	DOHA QATAR		80	Non	7,7	IG
GINGER INVEST RUS	MOUSCOU		100	Non	7,7	IG
BRANCHE INGÉNIERIE						
<i>Sous-groupe Ingénierie de la construction</i>						
BEFS INGENIERIE SUD OUEST S.A.	31100 TOULOUSE	335130647	100	Oui	6,1	IG
EDI INGENIERIE S.A.R.L.	93110 ROSNY-SOUS-BOIS	414332825	100	Oui	6,1	IG
ETCO INGENIERIE S.A.	72018 LE MANS	775617061	99,28	Non	6,1	IG
GINGER CONSTRUCTION S.A.S	75008 PARIS	424519718	100	Non		IG
OFFICE EQUIPMENT REGIONAL S.A.S.	06560 ANTIBES	775722622	100	Non	6,1	IG
SEC BOS S.A.	VARSOVIE - POLOGNE	56848	100	Non	6,1	IG
SECHAUD & BOSSUYT S.A.S.	93118 ROSNY-SOUS-BOIS	413933698	100	Non	6,1	IG
SUDEQUIP S.A.S.	06300 NICE	300621059	97,18	Non	6,1	IG
<i>Sous-groupe Ingénierie de l'Environnement</i>						
CORSE INFRASTRUCTURE S.A. (CIE)	20200 BASTIA	400602702	65	Non	4	IG
PARERA S.A.	32600 L'ISLE JOURDAIN	351521778	100	Oui	4,1	IG
GINGER ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES	13857 AIX EN PROVENCE	438213233	100	Oui	1	IG
STRATEGIS S.A.	34198 MONTPELLIER	389294992	96,97	Non	2	IG
PÔLE TÉLÉCOM						
<i>Sous-Groupe GINGER TELECOMS</i>						
GINGER TELECOMS S.A.S.	75008 PARIS	430058065	100	Non	4,2	IG
CIDES S.A.S.	75008 PARIS	339931370	100	Oui	4,3	IG
<i>Sous-Groupe CAMUSAT</i>						
APRIM NEDERLAND BV S.A.R.L.	WEESP - PAYS BAS	32071939	100	Oui	5	IG
CAMTEL S.A.	REPUBLIQUE DOMINICAINE		100	Oui	5	IG
CAMUSAT INTERNATIONAL S.A.S.	75008 PARIS	44632376	100	Non	5	IG
CAMUSAT ROM S.A.R.L.	BUCAREST ROUMANIE	1645/1997	100	Oui	5	IG
CAMUSAT S.A.	78860 Saint Nom la Bretèche	309633105	100	Oui	5	IG
CAMUSAT SAL S.A.	CHAAR - LIBAN	55011	98	Non	5	IG
MALICAM	BAMAKO	2002B10373	100	Non	5	IG
SENECAM	DAKAR	4784B2003	100	Non	5	IG
CAMUSAT CAMEROUN	DOUALA	2006/B/380	100	Non	5	IG
CAMUSAT CENTRAFRIQUE	BANGUI REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	CA/BG2007B420	100	Non	5	IG
CAMUSAT GUINEE	CONAKRY REPUBLIQUE DE GUINEE	014586A/2007	100	Non	5	IG
SITRM S.A.R.L.	Antananarivo MADAGASCAR	419699	100	Oui	5	IG

(1) IG : Intégration Globale – IP : Intégration Proportionnelle

1.1.4.1. Entrées dans le périmètre de consolidation

Les nouvelles entrées dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2008 sont les suivantes :

- Création de GINGER CEBTP ALGERIE dans le pôle Expertise, contrôlée à 100 % par le CEBTP-SOLEN,
- Création de GINGER INVEST RUS Russie dans le pôle Branche clés en main et projets internationaux, contrôlée à 100 % par Ginger Investment Management.

1.1.4.2. Sorties du périmètre de consolidation – Restructuration juridique

Sorties du périmètre de consolidation

Aucune sortie de périmètre au cours de l'exercice 2008 suite à une cession de titres.

Restructuration juridique

La société ATM a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine (TUP) au profit de la société CEBTP SOLEN au sein du pôle Expertise. Cette opération purement interne est sans impact sur les comptes consolidés du groupe.

Modification du pourcentage d'intérêt avec ou sans changement de méthode de consolidation

Aucune modification du pourcentage d'intérêt avec ou sans changement de méthode.

1.1.4.3. Autres événements

Aucun autre événement particulier n'est intervenu au cours de l'exercice 2008.

1.1.5. Explications des postes du bilan et de leurs variations

- Note 1 : Goodwill**

Aucun mouvement significatif n'a affecté le Goodwill. La seule variation d'un montant de 2 K€ concerne la détermination définitive du goodwill de BEFS.

A l'intérieur du périmètre de consolidation, on distingue la répartition du goodwill suivante :

Entreprises concernées	Date d'acq.	Valeur brute ouverture	Mvts de périmètre Intragroupe	Mvts de périmètre Hors groupe	Valeur Brute clôture	Perte de valeurs ouverture	Prov. exercice	Mvts de périmètre Intragroupe	Mvts de périmètre Hors groupe	Perte de valeurs clôture	UGT	Valeur nette au 31/12/2008
GROUPE GEI UGT - 1	2001	2 929			2 929	-1 509				-1 509	1	1 420 1 420
PARERA UGT - 4.1	2001	1 716			1 716	-885				-885	4,1	831 831
CIDES UGT - 4.3	2002	329			329	-91				-91	4,3	238 238
GINGER TÉTÉCOMS Sous-Groupe CAMUSAT UGT - 5	2001 2002	1 267 11 547			1 267 11 547	-1 267 -1 675				-1 267 -1 675	5 5	0 9 872 9 872
EDI INGENIERIE BEFS UGT - 6.1	2004 2007	372 795		2	372 797	0 0				0 0	6,1 6,1	372 797 1 169
CEBTP-SOLEN UGT - 7.1	1997	14 972			14 972	-2 195				-2 195	7,1	12 777 12 777
ATM UGT - 7.2	2002	745			745	-439				-439	7,2	306 306
GEODE SOLEN UGT - 7.3	2004	86			86	0				0	7,3	86 86
CATED UGT - 7.6	1997	30			30	-18				-18	7,6	12 12
TOTAL		34 788	0	2	34 790	-8 079	0	0	0	-8 079		26 711

Les tests de sensibilités sur les impairment tests indiquent que :

- une hausse de 1 point du CMPC (soit 8,22%) n'a pas d'impact sur la valorisation des Goodwills,
- une hausse de 2 points du CMPC (soit 9,22%) n'entraînerait qu'une dépréciation de l'ordre de 360 K€

- Note 2 : Autres immobilisations incorporelles**

Les variations des autres immobilisations incorporelles ainsi que des amortissements en milliers d'euros sont les suivantes :

Autres immobilisations incorporelles	01/01/2008	Acquisitions	Mvts de périmètre	Cessions	Autres mouvements	31/12/2008
Cession, brevets et droits similaires	3 976	730		-38	-6	4 662
Autres immobilisations incorporelles	932	7		-1	-5	933
Avances et acomptes						
TOTAL	4 908	737	0	-39	-11	5 595

Amortissements	01/01/2008	Dotations	Mvts de périmètre	Reprises sorties	Autres mouvements	31/12/2008
Cession, brevets et droits similaires	3 414	409		-25	-2	3 796
Autres immobilisations incorporelles	473	20		-1	-4	488
TOTAL	3 887	429	0	-26	-6	4 284

Autres immobilisations incorporelles nettes	1 021	308	0	-13	-5	1 311
--	--------------	------------	----------	------------	-----------	--------------

Note 3 : Immobilisations corporelles

Les variations s'analysent comme suit :

Immobilisations corporelles	01/01/2008	Acquisitions	Mvts de périmètre	Cessions	Autres mouvements	31/12/2008
Terrains						
Terrains crédit-bail	244					244
Constructions	1 713	37		-6	-16	1 728
Constructions crédit-bail	1 451					1 451
Installations techniques	13 608	1 629		-1 015	-17	14 205
Inst. Tech. Location financement	3 080	1 251		-95		4 236
Autres immobilisations	12 520	1 839		-1 176	-10	13 173
Autres immobilisations crédit-bail	8 801	310		-297		8 814
Immobilisations en cours	252	741			-3	990
Avances et acomptes	433	578		-403		608
TOTAL	42 101	6 385	0	-2 992	-46	45 448

Amortissements	01/01/2008	Dotations	Mvts de périmètre	Reprises sorties	Autres mouvements	31/12/2008
Terrains						
Terrains crédit-bail						
Constructions	774	151		-6	-10	909
Constructions crédit-bail	423	66				489
Installations techniques	10 787	1 127		-518	-7	11 389
Inst. Tech. Location financement	1 210	623		-94	5	1 744
Autres immobilisations	7 430	1 210		-289	-3	8 348
Autres immobilisations crédit-bail	4 391	1 610		-210	30	5 821
TOTAL	25 016	4 787	0	-1 117	15	28 701

Immobilisations corporelles nettes	17 085	1 598	0	-1 875	-61	16 748
---	---------------	--------------	----------	---------------	------------	---------------

Aucune immobilisation ne fait l'objet de nantissement.

- Note 4 : Impôts différés Actif

Le montant de la créance pour impôts différés s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Impôts différés liés à des différences temporelles	1 217	965

Par ailleurs les déficits fiscaux non activés représentent 2 315 K€ au 31 décembre 2008, contre 2 317 K€ au 31 décembre 2007.

- Note 5 : Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers non courants s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2008	Evolution périmètre	Acquisitions Augmentations	Autres mouvements	Cessions	Dotations aux provisions	Reprises aux prov.	31/12/2008
Créances rattachées à des participations non consolidées	269		4	-157				116
Autres actifs financiers (1)	1 904		366	157	-632			1 795
TOTAL	2 172	0	370	0	-632	0	0	1 910
Dépréciation	-272					-136	104	-304
Valeur nette	1 900	0	370	0	-632	-136	104	1 606

(1) Ce poste concerne principalement des dépôts et cautionnements

- **Note 6 : Stocks et travaux en cours**

Variations des stocks :

Stocks	01/01/2008	Evolution périètre	Ecarts de conversion	Variations	31/12/2008
Matières premières	5 473	-43	126	857	6 413
En-cours biens et services	124			7	131
Produits finis	120			32	152
Marchandises	291	43		-48	286
TOTAL	6 008	0	126	848	6 982

Dépréciation sur stocks	01/01/2008	Dotations	Reprises	Ecarts de conversion	31/12/2008
Matières premières	157			7	164
En-cours biens et services	0				0
Produits finis	0				0
Marchandises	112	3	-6		109
TOTAL	269	3	-6	7	273

Stocks nets	5 739	-3	132	841	6 709
--------------------	--------------	-----------	------------	------------	--------------

- **Note 7 : Créances clients et autres débiteurs**

Ventilation des créances clients et autres débiteurs par nature et par échéance :

En milliers d'euros	Total brut	-1an	+1an	+5ans	Dépréciation	Fin de période net
Créances clients et comptes rattachés (1)	121 549	121 549			5 281	116 268
Créances sociales	577	577				577
Créances fiscales hors IS (2)	7 362	7 362				7 362
Débiteurs divers	1 015	1 015			193	822
TOTAL	130 503	130 503	0	0	5 474	125 029

(1) Les travaux en-cours sont rattachés aux créances clients

(2) Ce poste est principalement constitué de créances de TVA à récupérer

La balance âgée des créances clients échues se répartie comme suit :

En milliers d'euros	Total brut	de 0 à 30 jours	de 30 à 60 jours	de 60 à 90 jours	+ de 90 jours
Créances clients	47 823	31 146	3 901	2 466	10 311
TOTAL	47 823	31 146	3 901	2 466	10 311

- **Note 8 : Autres actifs financiers et créances d'impôts**

En milliers d'euros	Total brut	Échéance			31/12/2008
		-1an	+1an	+5ans	
Avances et acomptes versés	1 733	1 733			1 733
Instruments financiers dérivés					
Charges constatées d'avance	1 307	1 307			1 307
Autres actifs financiers	3 040	3 040	0		3 040
Créances d'impôts	328	328			328

- **Note 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie**

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Valeurs mobilières de placements*	819	988
Disponibilités	16 590	15 694
TOTAL	17 409	16 682

*non gagée

Les VMP correspondent à des SICAV monétaires liquides et sans risques.

- **Note 10 : Capital**

Le capital social de la société GINGER SA s'élève à 4 255 341 euros divisé en 4 255 341 actions d'1 euro chacune entièrement souscrites et libérées. Suite à l'Assemblée Générale du 16 juin 2008 et à l'option pour le paiement du dividende en action, le capital social a été augmenté de 14 209 € au cours de l'exercice 2008.

Les statuts confèrent un droit de vote double aux porteurs d'actions inscrites au nominatif depuis plus de 2 ans. Le nombre d'actions donnant droit à vote double s'élève à 1 855 681 au 31 décembre 2008 pour 1 854 594 au 31 décembre 2007.

GINGER détient par ailleurs 44 859 actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AFEI conclu avec la SOCIETE GENERALE. La société ne peut exercer les droits de vote attachés à ces titres.

Dans le cadre de l'accord donné par l'Assemblée Générale du 12 juin 2007, Ginger détient par ailleurs 118 187 actions propres dans le cadre d'un contrat de rachat d'actions propres. Contrat géré par la SOCIETE GENERALE depuis janvier 2008.

Les actions propres détenues par la société GINGER, sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres pour un montant de 2 380 K€ (montant brut).

- **Note 11 : Emprunts et dettes financières**

Analyse de la sensibilité aux risques de taux et de change

- *Risque de taux :*

L'endettement net consolidé du Groupe se décompose au 31 décembre 2008 de la façon suivante :

En milliers d'euros	Nature de taux	Montant			Existence de couverture
		Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans	
Dettes Senior auprès des Etablissements de crédit (1)	Variable	4 000			non
Autres emprunts auprès des établissements de crédit (2)	Variable	5 723	2 030		
Crédits baux et location financement	Fixe	2 152	2 981	596	
Autres dettes financières diverses	Fixe	23	267	48	
Intérêts courus non échus	Fixe	30			
Concours bancaires courants	Variable	22 191			
Total dettes financières - courants		34 119			
Total dettes financières - non courants			5 279	644	
Trésorerie et équivalent de trésorerie- Liquidités et quasi liquidités	Variable	-17 409			
(1) Taux Euribor 1 mois + marge 1,50%	Total	16 710	5 279	644	
(2) dont 4,5 M€ de tirage à 1 an reconductible	TOTAL		22 633		

L'existence d'un cash pooling notionnel explique le montant élevé des concours bancaires au regard des liquidités existantes.

En l'absence de couverture de taux, la variation des taux variables d'emprunts de plus ou moins 1 % se traduirait par une charge ou un produit supplémentaire de 105 K€ avant IS.

• *Risque de marché :*

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

• *Risque de change :*

Le tableau suivant met en évidence les actifs et passifs libellés en devises étrangères. Ceux-ci correspondent essentiellement à des filiales étrangères.

En milliers d'euros	Devise 1 RON	Devise 2 DOP	Devise 3 USD	Devise 4 XOF	Devise 5 FPA	Devise 6 MGA	Autres
Actifs	5 067	7 230	869	8 098	7 043	10 252	3 178
Dettes	3 202	5 459	4 514	4 798	4 159	3 820	1 170
Position nette avant gestion	1 865	1 771	-3 645	3 300	2 884	6 432	2 008
Position hors-bilan							
Position nette après gestion	1 865	1 771	-3 645	3 300	2 884	6 432	2 008

La répartition du chiffre d'affaires réalisé en devises est présentée à la suite :

Pays	Devise	CA en K€	% CA
Roumanie	RON	12 961	16,25%
République dominicaine	DOP	19 389	24,31%
Polynésie Française, Nouvelle Calédonie (1)	FPA	10 284	12,89%
Mali, Sénégal, Cameroun, Centrafrique (1)	XOF	15 541	19,48%
Liban	USD	235	0,29%
Madagascar	MGA	16 037	20,10%
Autres devises	-	5 326	6,68%
Total		79 773	100,00%

(1) Les devises XOF et FPA sont adossées à l'euro

Au 31 décembre 2008, le groupe n'a pas de couverture de son risque de change. Les contrats export réalisés depuis la France font l'objet d'une appréciation circonstanciée pouvant déboucher sur une couverture.

Les taux de changes retenus sont les suivants :

Devise	Libellé	Pays	Exercice 2008		
			Ouverture	moyen	clôture
DZD	Dinar Algérien	Algérie	0,010209	0,010862	0,010111
DOP	Peso Domini	République Dominicaine	0,020454	0,019684	0,020060
FPA	Franc Pacific	Polynésie Française et Nouvelle Calédonie	0,008380	0,008380	0,008380
GNF	Guinée	Guinée	0,000159	0,000148	0,000142
MGA	Ariary	Madagascar	0,000378	0,000397	0,000379
PLN	Zloty Polonais	Pologne	0,278280	0,284663	0,240761
QAR	Riyal Qatar	Qatar	0,186729	0,186983	0,194857
SAR	Riyal Arabie Sa.	Arabie-Saoudite	0,181228	0,181452	0,189063
RON	Leu roumain	Roumanie	0,277185	0,270537	0,248602
SEK	Couronne sued	Suède	0,106093	0,103481	0,091996
TND	Dinar Tunisien	Tunisie	0,557125	0,553213	0,542862
USD	Dollard US	Liban	0,679302	0,682790	0,718546
RUB	Rouble Russe	Russie	0,027788	0,027255	0,024223
XOF	Franc CFA	Mali, Sénégal, République Centrafricaine et Cameroun	0,001524	0,001524	0,001524

Une variation du cours de devises retenus à la clôture de l'exercice 2008 de $\pm 10\%$ entrainerait les variations suivantes en K€ :

	+ 10%	- 10%
Variation sur CP avant résultat	728	-728
Variation sur Résultat	202	-202
Variation des Capitaux Propres	930	-930

• **Note 12 : Provisions courantes et non courantes**

Provisions non courantes*	01/01/2008	Evolution périmètre	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Provisions pour litiges	1 899	41	-46	744	667	1 971
Provisions pour garanties	20			97	20	97
Provisions pour pertes sur marchés	140			125	113	152
Provisions diverses	1 487	-41	6	818	834	1 436
Total	3 547	0	-40	1 784	1 634	3 657

Provisions courantes*	01/01/2008	Evolution périmètre	Autres mouvements	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Provisions pour litiges	322			140	26	436
Provisions pour garanties	6			6	6	6
Provisions pour pertes sur marchés	12			3	12	3
Provisions diverses	462		33	20	61	454
Total	801	0	33	169	105	899

* Les provisions à fin de période sont :

Risques sur les dossiers contentieux liés aux métiers :	3 693 K€
Risques prud'homaux :	483 K€
Risques sociaux et fiscaux :	240 K€
Subvention recherche :	140 K€

Les reprises de provisions ont été utilisées comme suit :

Provisions non courantes	Diminutions	Utilisées	Non Utilisées
Provisions pour litiges	667	655	12
Provisions pour garanties	20	20	
Provisions pour pertes sur marchés	113	87	26
Provisions diverses	834	601	233
Total	1 634	1 364	271

Provisions courantes	Diminutions	Utilisées	Non Utilisées
Provisions pour litiges	26	22	4
Provisions pour garanties	6	6	0
Provisions pour pertes sur marchés	12	12	
Provisions diverses	61	33	28
Total	105	72	32

GINGER a fait l'objet d'un contrôle fiscal, notifié le 28 juillet 2004, portant sur les bases imposables à l'impôt sur les sociétés et sur la TVA de l'exercice 2002. Le montant des redressements en droits s'élève à 609 k€. Les principaux points de redressement portent sur la sectorisation de TVA et la taxe sur les salaires. Ils sont contestés par GINGER qui a intenté une action auprès du Tribunal Administratif de Paris. En conséquence, aucune provision n'a été constituée.

- **Note 13 : Avantage du personnel**

1. *Détail des avantages du personnel*

En milliers d'euros	01/01/2008	Evolution périmètre	Autres mouvements	Augmentations	Diminution	31/12/2008
Avantage du personnel (1)	1 437			111	-118	1 429
(1) dont versé aux salariés partis en 2008 : 163 K€					Total	1 429

Ce poste est composé essentiellement des provisions pour indemnité de départ en retraite des salariés français du groupe, à l'exception des salariés du CEBTP-SOLEN pour lesquels une police d'assurance spécifique a été souscrite auprès de la SMABTP. La charge liée à cette couverture sociale est intégrée dans les comptes dans les frais de personnel (456 K€ au titre de l'exercice 2008).

Les avantages du personnel (PIDR) sont calculés sur la base des taux du 31 décembre 2008, en conformité avec la convention collective en vigueur. Les taux appliqués sont les suivants :

- Taux d'inflation : 1,70 %
- Taux d'actualisation : 5,00 %
- Taux d'augmentation de salaire : 1,20 %
- Départ à la retraite : 65 ans

L'hypothèse retenue est celle d'un départ à l'initiative du salarié. Le nombre de mois d'indemnités est calculé sur la base de cette assomption, en fonction des conventions collectives.

La provision intègre les charges sociales et est inscrite dans les charges de personnel.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 adoptée le 23/11/2007 entraînant la suppression de la possibilité de mise à la retraite par l'employeur avant l'âge de 65 ans a été traité comme un changement de plan, et en conséquence les coûts associés ont été étalés sur la durée moyenne restant à courir. La charge comptabilisée sur l'exercice est de 45 K€. Le montant restant à étaler s'élève au 31/12/2008 à 472 K€.

Dans le cas où l'accord interprofessionnel portant sur le doublement des indemnités minimales de rupture de contrat de travail serait étendu aux départs à la retraite, cela n'aurait pas d'incidence sur la provision étant donné que les accords conventionnels en vigueur au sein du groupe GINGER sont au moins égal à ceux de l'accord.

Données Historiques

	2008	2007	2006	2005	2004
Avantage du personnel	1 429	1 437	1 612	1 771	1 739

2. Options de souscription d'actions « stocks options »

Le tableau d'historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions est présenté dans les tableaux ci après :

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT	
	Plan n°1
Date d'assemblée	02/06/2004
Date du Conseil d'administration	19/01/2005
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées à l'origine	42 100
- les mandataires sociaux	5 000
- dix premiers attributaires salariés	25 100
- autres salariés	12 000
Point de départ d'exercice des options	19/01/2009
Date d'expiration	19/01/2012
Prix de souscription (décote 5%)	15,24 €
Modalités d'exercice	-
Nombre d'actions souscrites au 31/12/08	0
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au cours d'exercices antérieurs	17 000
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au cours de l'exercice	1 666
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes	23 434

Au 31 décembre 2008 le solde des stocks options s'élève à 23 434 options de souscription d'actions exerçables à compter du 19 janvier 2009. Le prix d'exercice de ce stock options est de 15,24 €. Elles sont supposées intégralement exercées pour le calcul du résultat après exercice des instruments optionnels.

	Début de période	Evolution exercice	Fin de période
Stocks options	25 100	-1 666	23 434

Le calcul de la valeur d'option a été effectué sur 23 434 stocks options évalués à 150 K€ impactant les capitaux propres.

- **Note 14 : Impôts différés Passif**

Le montant de la dette pour impôts différés passif s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Impôts différés	9	90

- **Note 15 : Dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales**

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Dettes fournisseurs	41 984	39 598
Avances et acomptes	1 272	565
Produits constatés d'avance	10 646	10 768
Dettes fiscales (hors IS) CT	23 740	22 881
Dettes sociales	22 590	21 879
Dettes diverses CT	1 287	2 269
Fournisseurs d'immobilisations	479	1 297
Dettes fournisseurs et autres dettes	101 998	99 257

La balance âgée des dettes fournisseurs échues se répartie comme suit :

En milliers d'euros	Total brut	de 0 à 30 jours	de 30 à 60 jours	de 60 à 90 jours	+ de 90 jours
Dettes fournisseurs	15 134	7 656	2 493	1 599	3 386
TOTAL	15 134	7 656	2 493	1 599	3 386

- **Note 16 : Dettes financières et dettes d'impôts**

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Concours bancaires courants	22 191	24 205
ICNE	30	17
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	9 723	5 183
Dettes financières crédit bail	2 152	2 292
Dettes financières diverses	23	71
Dettes financières	34 119	31 769

(1) dont 4,5 M€ de tirage à 1an reconductible

Dettes d'impôts (2)	1 329	639
----------------------------	--------------	------------

(2) cela concerne les sociétés non intégrées fiscalement (étrangères notamment)

- **Note 17 : Instruments financiers – analyse des risques**

- **Actifs financiers – Exposition au risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un actif viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque provient essentiellement des créances clients.

Le groupe gère son risque de crédit lié aux créances clients par le biais d'une politique active de recouvrement de ses créances dans chacune de ses filiales.

Cette politique s'appuie sur un reporting et une analyse des délais de règlement mensuels permettant d'identifier les retards et de mettre en œuvre les actions correctrices.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. A la date de clôture, cette exposition maximale est la suivante :

en milliers d'euros	2008	2007
Actifs financiers disponibles à la vente	0	0
Prêts et créances financiers non courants	1 431	1 595
Autres actifs non courants	176	306
Créances clients et autres débiteurs	125 029	120 173
Prêts et créances financiers courants	1 734	592
Autres actifs courants	1 307	833
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 409	16 682
Actifs financiers non dérivés	0	0
Actifs financiers dérivés	0	0
Actifs financiers hybrides	0	0

o **Passifs financiers – Exposition au risque de liquidité**

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. Il assure une gestion centralisée des financements. Un reporting de trésorerie est mis en place, permettant une vision glissante des besoins court, moyen et long terme du Groupe en termes de financement. La quasi-intégralité du financement est assurée de façon centralisée.

Au 31 décembre 2008, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent ainsi :

en milliers d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuel*	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	11 753	12 212	4 147	8 065	
Dettes de crédit-bail	5 729	6 319	2 238	3 340	740
Autres dettes financières	368	414	55	299	60
Concours bancaires courants	22 191	23 083	23 083		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	101 998	101 998	101 998		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	142 039	144 026	131 521	11 704	800
Swap de taux d'intérêt	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	0	0	0	0	0

* taux retenu Euribor 3M + marge éventuelle

L'encours résiduel relatif au contrat d'ouverture de crédit de 50 M€ en date du 22 octobre 2002 s'élève à 4 M€ au 31 décembre 2008.

Les covenants à respecter à la clôture de l'exercice sont les suivants :

- Ratio 1 : Endettement financier net consolidé/EBITDA consolidé
- Ratio 2 : Endettement financier net consolidé/fonds propres consolidés
- Ratio 3 : Coût endettement financier net consolidé/EBITDA consolidé

Le solde du crédit deviendrait exigible dans l'un ou l'autre des trois cas suivants :

- Ratio 1 > 4
- Ratio 2 > 1,2
- Ratio 3 > 0,3

Au 31 décembre 2008, le Groupe respecte l'ensemble de ces ratios.

Le groupe Ginger bénéficie au 31 décembre 2008 des lignes court terme suivantes :

en milliers d'euros	Découverts	Oséo	Dailly	Emprunts	Crédits-Bails	Divers
Autorisations	13 620	16 760	17 606	11 753	n.a.	n.a.
Utilisations 12/2008	4 061	9 665	9 324	11 753	5 729	375

1.1.6. Explication des postes du compte de résultat et de leurs variations

- **Note 18 : Achats consommés et sous-traitance**

Les achats et charges externes se répartissent de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Achats matières premières	33 303	26 897
Variation de stocks, matières premières	-1 110	-993
Achats non-stockés	11 401	9 985
Achat de sous-traitance	43 252	41 776
Achat de marchandises	8 584	7 814
Variation de stocks de marchandises	48	174
Total	95 478	85 653

- **Note 19 : Autres charges de l'activité**

Ces charges se répartissent de la manière suivante :

En milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007
Autres sous-traitance	1 709	1 750
Locations, charges locatives	14 188	13 583
Entretiens et réparations	5 247	4 525
Primes d'assurances	6 224	6 141
Honoraires	4 804	3 688
Transport	3 096	3 722
Déplacements et missions	10 820	10 594
Communication	806	736
Frais postaux et télécom.	2 108	2 182
Autres services	631	861
Autres comptes	1 232	1 320
Total	50 865	49 102

- **Note 20 : Personnel**

Le personnel comprend les effectifs salariés, c'est-à-dire l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par l'entreprise, le personnel mis à disposition, le personnel intérimaire et détaché ou prêté à l'entreprise, pour les entités consolidées par intégration globale.

Effectif moyen ventilé par catégorie :

	Effectif moyen au 31/12/08	Effectif moyen au 31/12/2007
Ouvriers	430	348
Employés et agents de maîtrise	1 237	1 186
Cadres	897	856
Mis à disposition	56	98
Total	2 620	2 488

- **Note 21 : Amortissements, provisions et pertes de valeur**

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	429	400
Immobilisations corporelles	2 488	2 426
Biens pris en location	2 298	2 306
Total amortissements	5 215	5 131
Provisions courantes	-654	401
Provisions non courantes	-191	-444
Total des dépréciations	-845	-43
Pertes de valeur des goodwills		-300

- **Note 22 : Autres charges et autres produits**

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Autres charges d'exploitation (1)	2 515	1 962
Charges sur opérations en commun		44
Charges sur opérations de gestion	464	134
Charges exercices antérieurs	661	285
Pertes de change	90	86
Total autres charges	3 730	2 511

(1) principalement pertes sur créances irrécouvrables

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Gains de change	294	61
Produits sur opérations de gestion	295	165
Produits exercices antérieurs	434	120
Autres produits	184	157
Total autres produits	1 207	503

- **Note 23 : Résultat sur cessions d'immobilisations et autres opérations non récurrentes**

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Résultat sur cession d'immo. Incorporelles	5	7
Résultat sur cession d'immo.corporelles	79	175
Résultat sur cession d'actifs financiers		78
Résultat sur cession de titres consolidés	-81	-117
Autres opérations non récurrentes		-968
Résultat sur cession d'immobilisations	3	-826

Les autres opérations non récurrentes de 2007 concernent essentiellement les charges liées au déménagement de CEBTP-SOLEN depuis Saint Rémy les Chevreuse vers Élancourt.

- **Note 24 : Résultat financier**

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Coût de l'endettement financier brut	-2 711	-2 300
Produits financiers	437	552
Coût de l'endettement financier net	-2 275	-1 748
Autres produits financiers	136	79
Autres charges financières	-1 041	-766
Résultat financier	-3 180	-2 435

- **Note 25 : Charges d'Impôts**

Contrôle cohérence de l'impôt société	31/12/2008	31/12/2007
Impôts sur les résultats (charges exigibles)	4 124	3 254
Impôts différés	-295	317
Charges d'impôt	3 829	3 571
taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
Impôt théorique au taux de 33,33%	4 052	3 427
Différence d'impôt	-223	144

L'analyse de cette différence est la suivante	Charges	Produits
Effets des différences permanentes		55
Contrôle Fiscal - IFA - Crédit impôts - Impôts étrangers	136	131
Déficits imputés et non activés antérieurement	20	
Taxation des résultats à des taux différents		278
Contribution sociale	85	
Total	241	464
Différence nette		223

- **Note 26 : Résultat par action**

Le résultat de base par action est déterminé en divisant le résultat net part du groupe, par le nombre d'actions en circulation au cours de la période (4 255 341 actions), déduction faite des actions auto détenues par le Groupe Ginger (163 046 actions), soit 4 092 295 actions au 31 décembre 2008.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période augmenté de tous les instruments permettant un accès optionnel au capital de GINGER SA.

Au 31 décembre 2008, les instruments dilutifs étaient exclusivement constitués des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées par le conseil d'administration du 19 janvier 2005. Le résultat dilué par action est calculé en prenant pour hypothèse que 100% des options de souscription distribuées au 31 décembre 2008 seront exercées. A la date de clôture, 23 434 options de souscription ou d'achats d'actions sont exerçables.

En euros	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net part du groupe	8 294 205	6 677 314
Nombre d'actions en circulation	4 092 295	4 224 632
Résultat de base par actions	2,027 €	1,581 €
Instruments permettant un accès optionnel au capital :		
- Options de souscriptions ou d'achat d'actions	23 434	25 100
Total des actions en circulation et des instruments dilutifs	4 115 729	4 249 732
Résultat dilué par actions	2,015 €	1,571 €

1.1.7. Autres informations

1.1.7.1. Événements postérieurs à la clôture

Début 2009, toutes les filiales du Groupe Ginger ont changé de dénominations.

Aucun autre événement postérieur à la clôture d'importance significative et n'ayant pas donné lieu à un enregistrement dans les comptes au 31 décembre 2008, n'est à signaler.

1.1.7.2. Engagements hors bilan

Catégories d'engagements en K€	31/12/2008	31/12/2007
Engagements donnés		
Cautions	10 059	8 476
Nantissement de titres de filiales (1)	4 000	8 400
Engagements reçus		
Cautions et garanties		0
Autres engagements donnés		
Engagements sur contrats de location	9 578	3 850

1) Les nantissements concernent les actions des sociétés CEBTP-SOLEN, GINGER ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES, CIDES, PARERA, GINGER CONSTRUCTION, CAMUSAT.

Droits individuels à la formation	31/12/2008	31/12/2007
Nombre d'heures cumulées non utilisées	103 381	74 993

Toutes les formations réalisées dans le cadre du DIF ont été imputées sur le budget formation.

1.1.7.3. Informations sectorielles

en K€	Expertise	Ingénierie	Télécoms	Clés en main maintenance	International	Holding	Consolidé
CA 31 décembre 2008	99 996	67 551	106 354	6 753	2 324	226	283 204
Résultat opérationnel courant	8 623	3 538	5 259	-266	317	-2 140	15 332
Résultat opérationnel	8 662	3 520	5 209	-266	317	-2 107	15 336
Goodwill	13 181	3 421	9 871	239	0	0	26 712
Immobilisations nettes	13 522	3 689	1 689	42	28	696	19 666
Passif non courant	5 993	3 942	451	140	2	488	11 017
Passif Courant	45 108	37 146	36 929	2 113	1 065	15 986	138 345
CA 31 décembre 2007	99 279	61 627	93 744	9 075	2 358	347	266 430
Résultat opérationnel courant	8 553	3 074	2 475	957	-2	-1 215	13 842
Résultat opérationnel	8 877	3 076	5 179	957	-3	-5 369	12 717
Goodwill	13 181	3 419	9 871	239	0	0	26 709
Immobilisations nettes	13 254	4 328	2 022	66	12	324	20 006
Passif non courant	5 889	3 893	156	168		5 243	15 349
Passif Courant	43 208	39 670	31 495	3 937	572	13 583	132 466

Par zones géographiques en K€	France Métropolitaine	Reste du Monde	TOTAL
CA 31 décembre 2008	199 500	83 704	283 204
Résultat opérationnel courant	10 781	4 551	15 332
Résultat opérationnel	10 820	4 516	15 336
Goodwill	23 863	2 849	26 712
Immobilisations nettes	16 110	3 556	19 666
Passif non courant	10 549	468	11 017
Passif Courant	118 199	20 146	138 345
CA 31 décembre 2007	194 220	72 210	266 430
Résultat opérationnel courant	9 586	4 256	13 842
Résultat opérationnel	8 506	4 211	12 717
Goodwill	23 860	2 849	26 709
Immobilisations nettes	17 204	2 802	20 006
Passif non courant	15 391	-43	15 349
Passif Courant	118 166	14 300	132 466

1.1.7.4. Rémunérations et avantages en nature versés aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

	en €	2008	2007	2006
Avantages à court terme (rémunérations)		1 452 370	1 858 547	1 677 737
Avantages postérieurs à l'emploi (PIDR)		58 488	51 623	64 910
Paielements sur base d'actions		0	0	0
Total		1 510 858	1 910 170	1 742 647

Les membres du Conseil de Surveillance ont reçu 80 100 euros de jetons de présence au cours de l'exercice 2008.

Aucun plan de retraite (retraites chapeaux) n'a été contracté pour un des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance.

Aucun membre du Directoire et du Conseil de Surveillance présent au 31/12/2008 n'a bénéficié d'attribution de stocks options.

Il n'existe aucun engagement de rémunération en cas de départ de l'un des dirigeants du groupe GINGER.

1.1.7.5. Parties liées

Le groupe a eu recours aux services des ASSURANCE SIACI, société dont Monsieur Pierre DONNESBERG (membre du Conseil de Surveillance) exerce une influence notable, afin d'assurer, la gestion centralisée des polices Responsabilité Civile et des contentieux d'assurance du groupe Ginger moyennant une rémunération annuelle de 140 K€..

Le groupe a fait appel aux services de la société JWDA, société dont Monsieur Jacques WEBER (membre du Conseil de Surveillance) est gérant, dans le cadre d'un programme de formation axé sur le savoir-faire en matière d'expression orale, d'écoute et de comportement relationnel lors d'entretiens professionnels qu'ils soient d'ordre commercial, technique ou social moyennant une rémunération de 20 K€ pour l'année 2008.

Aucune transaction entre le groupe GINGER et JLS MANAGEMENT n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2008.

1.1.7.6. Transactions avec les entités sous contrôle conjoint

Informations financières résumées au titre des entreprises intégrées par la méthode de l'intégration proportionnelle, sans prise en compte du taux de participation détenu par le groupe :

	Participation	Actifs courants	Actifs non courants	Total des actifs	Passifs courants	Passifs non courants	Total des passifs	Produits	Charges	Résultat
2008										
CEBTP DEMOLITION	50,04%	901	24	925	355	2	356	1 535	-1 252	283
LTPP POLYNESIE	46,65%	1 156	345	1 501	692	216	908	1 310	-1 158	152
		2 057	369	2 426	1 047	218	1 264	2 845	-2 410	435
2007										
CEBTP DEMOLITION	50,04%	881	31	912	366		366	1 506	-1 238	268
LTPP POLYNESIE	46,65%	1 176	420	1 596	477	120	597	1 341	-1 163	178
		2 057	451	2 508	843	120	963	2 847	-2 401	446